

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 730

[C — 2008/29100]

11 JANVIER 2008. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur (1)

La Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux universités

Section I^{re}. — Suppression du niveau 4 et intégration de ce personnel dans le niveau 3.

Article 1^{er}. L'article 3, alinéa 9, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, remplacé par le décret du 22 octobre 2003, est abrogé.

Art. 2. L'article 8*bis* du même arrêté, inséré par le décret du 22 octobre 2003, est abrogé.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 69*ter* rédigé comme suit :

« Article 69*ter*. Le membre du personnel pourvu d'une nomination définitive au grade d'agent à la date du 1^{er} septembre 2007 est promu à cette date au grade d'agent qualifié dans la même catégorie. L'ancienneté de grade acquise au grade d'agent est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté au grade d'agent qualifié.

Le membre du personnel admis en stage au grade d'agent à la date du 1^{er} septembre 2007 est réputé poursuivre son stage au grade d'agent qualifié dans la même catégorie à partir de cette date.

Le lauréat à un concours d'admission à un stage au grade d'agent à la date du 1^{er} septembre 2007 est réputé lauréat d'un concours d'admission au stage d'agent qualifié dans la même catégorie. »

Art. 4. A l'annexe I^e, Grades que peuvent porter les membres du personnel, 2^o, Catégorie du personnel administratif, adjoint à la recherche, de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du même arrêté, remplacée par le décret du 22 octobre 2003, les mots : «(supprimé à partir du 1^{er} septembre 2007) » sont insérés après le mot : « agent ».

Art. 5. A l'annexe II, Tableau de transposition, 1^{re} colonne, Nouveaux grades, 1^{re} ligne, du même arrêté, insérée par le décret du 22 octobre 2003 et modifiée par le décret du 3 mars 2004, les mots : « (supprimé à partir du 1^{er} septembre 2007) » sont insérés après le mot : « Agent ».

Art. 6. A l'article 1^{er}, Tableaux de hiérarchie, 2. Catégorie du personnel administratif, adjoint à la recherche, de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, remplacé par le décret du 22 octobre 2003, les lignes 1. et 2. sont remplacées par les lignes suivantes :

1^o Agent (supprimé depuis le 1^{er} septembre 2007).

2^o Agent qualifié.

— Agent qualifié des six groupes visés à l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française.

— Changement de groupe.

— Pas de diplôme, certificat ou titre requis.

Art. 7. A l'article 5, premier tiret, de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat, les mots « des niveaux 4 ou 3 » sont remplacés par les mots « du niveau 3 ».

Art. 8. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006 et 15 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant de « 103.391.946 € » est remplacé par le montant de « 103.772.880 € »;

b) Au § 2, le montant de « 311.976.032 € » est remplacé par le montant de « 313.125.468 € »;

c) Au § 3, le montant de « 5.155.989 € » est remplacé par le montant de « 5.221.525 € ».

Art. 9. A l'article 32*bis*, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006 et 15 décembre 2006, le montant de « 8.130.705 € » est remplacé par le montant de « 8.160.662 € ».

Section II. — Personnel des universités libres

Art. 10. L'article 3 du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Il s'applique également aux personnels des universités libres subventionnées rémunérés à charge des allocations de fonctionnement prévues à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires et dont les statuts, dans les institutions universitaires organisées par la Communauté française, font l'objet de la négociation et de la concertation. »

Art. 11. A l'article 5, § 1^{er}, du même décret, les mots : « rémunérés par des subventions-traitements de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les mots : « visés à l'article 3 ».

Section III. — Aide à la réussite

Art. 12. Dans le titre II de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, il est inséré un chapitre 1^{er}ter, comprenant les articles 36ter à 36sexies, rédigés comme suit :

« Chapitre 1^{er}ter. — De l'aide à la réussite

Art. 36ter. Une allocation complémentaire d'un montant de 316.668 euros est répartie entre les académies en vue de contribuer à l'aide à la réussite des étudiants et notamment à la réalisation des mesures prévues à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 3° et 5°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé selon la formule prévue à l'article 29, § 4.

La répartition entre les académies du montant visé à l'alinéa 1^{er} est établie au prorata du nombre de tranches entières de 6,25 pour cent comprise dans le pourcentage total affecté à chaque académie établi à partir des pourcentages établis à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le montant obtenu par chaque académie ne peut servir, par transfert aux institutions qui la composent, qu'à la rétribution de membres du personnel scientifique et administratif visé au chapitre IV de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

Art. 36quater. Une allocation complémentaire d'un montant de 135.001 euros est répartie entre les académies en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'article 83, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 précité.

L'allocation complémentaire est répartie entre les académies de la façon suivante : 50 % au prorata du nombre d'étudiants inscrits pour la première fois en première année du grade de bachelier dans les institutions universitaires membres de chaque académie et qui sont pris en compte pour le financement durant l'année académique qui précède l'année budgétaire et 50 % au prorata du nombre d'étudiants de cette catégorie bénéficiant des droits réduits.

Une allocation de 15.000 euros est attribuée au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) pour assurer la mise en commun et la coordination des projets mis en œuvre par les académies et l'identification de bonnes pratiques.

Les montants visés aux alinéas 1^{er} et 3 sont indexés selon la formule prévue à l'article 29, § 4.

Le CIUF est chargé de coordonner la rédaction d'un rapport d'activités en vue d'apporter la preuve que les moyens ont été utilisés pour l'organisation des activités visées à l'alinéa 1^{er}, et le partage d'expérience et l'identification de bonnes pratiques conformément à l'alinéa 3.

Art. 36quinquies. Chaque année en même temps et de la même manière qu'elle transmet les comptes, chaque académie transmet un justificatif de l'utilisation

1° Du montant repris à l'article 36ter;

2° Du montant repris à l'article 36quater;

3° Du montant de minimum dix pour cent de l'allocation dont bénéficient les institutions qui composent l'académie pour les étudiants de première génération qu'elles accueillent et qui est affecté à l'aide à la réussite des étudiants en vertu de l'article 83, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

Art. 36sexies. Tous les deux ans, au même moment et de la même manière qu'elle transmet les comptes, chaque académie établit un rapport montrant en son sein :

1° L'avancement des mesures en faveur des étudiants de première génération visées à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 précité;

2° Les initiatives prises en faveur de l'aide à la réussite des autres étudiants.

Ce rapport développe notamment :

1° La politique menée en matière d'encadrement des étudiants de premier cycle;

2° Les mesures pratiquées pour lutter contre l'échec dans le premier cycle;

3° Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation. »

Art. 13. L'article 48sexies de la même loi est abrogé.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux Hautes Ecoles

Section 1^{re}. — Dispositions relatives aux statuts du personnel

Art. 14. Dans l'article 17, § 1^{er} de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Institution publique, modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962, 22 janvier 1970 et 18 février 1974 et par les décrets des 20 décembre 2001, 3 mars 2004 et 4 mai 2005, les mots : « pour le Maître-assistant chargé de gestion recruté conformément aux dispositions de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont ajoutés entre les mots : « maître principal de formation pratique dans l'enseignement supérieur organisé en hautes écoles, » et les mots : « ainsi que pour le membre du personnel enseignant le travail manuel dans l'enseignement primaire ».

Art. 15. Dans l'article 7*bis*, § 4, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, inséré par le décret du 20 juillet 2000, les mots : « à concurrence de 6 ans maximum » sont remplacés par les mots : « conformément à l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique ».

Art. 16. Dans l'article 16 du même décret, remplacé par le décret du 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

a) Il est inséré un 2^o*bis*, rédigé comme suit :

« 2^o*bis*. les services rendus par les membres du personnel non statutaire désignés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de la Haute Ecole ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5, et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3. »

b) Il est inséré un 2^o*ter*, rédigé comme suit :

« 2^o*ter*. les services rendus par les membres du personnel recrutés conformément à l'article 12 du décret-programme du 21 décembre 2004 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écuriel de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes écoles, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ou conformément à l'article 23 du décret-programme du 16 décembre 2005 portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le mode de calcul des subventions de fonctionnement dans l'enseignement maternel ordinaire, les discriminations positives, les institutions universitaires, les Hautes écoles et les subsides sociaux, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 précité et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus. »

Art. 17. A l'annexe 1^{re}, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les lignes 4, 5 et 6 sous l'intitulé : « Ateliers de formation professionnelle », sont remplacées par la ligne suivante :

« Ateliers de formation professionnelle : un titre requis visé aux articles 6 à 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, selon le niveau d'enseignement concerné. »

Art. 18. L'article 24, § 2, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 8 février 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire, le conseil d'administration étend la charge des membres du personnel de la Haute Ecole concernée qui en ont fait la demande dans le respect du § 1^{er}, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

Art. 19. L'article 25, § 2, du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Si un même membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1^{er} durant deux années académiques successives, à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect des articles 21 et 22. »

Art. 20. L'article 32, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au Directeur Président qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le conseil d'administration prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée. Si la décision est maintenue, le Gouvernement ne peut en aucun cas reconduire la désignation. »

Art. 21. A l'article 34, alinéa 3, du même décret, les mots : « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots : « une fonction enseignante au sein de l'enseignement ».

Art. 22. A l'article 38 du même décret, modifié par le décret du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

a) Il est inséré un 2^o*bis*, rédigé comme suit :

« 2^o*bis*. les services rendus par les membres du personnel non statutaire désignés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de la Haute Ecole ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5, et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3. »

b) Il est inséré un 2^{ter}, rédigé comme suit :

« 2^{ter}. les services rendus par les membres du personnel recrutés conformément à l'article 12 du décret-programme du 21 décembre 2004 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écurieil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes écoles, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ou conformément à l'article 23 du décret-programme du 16 décembre 2005 portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le mode de calcul des subventions de fonctionnement dans l'enseignement maternel ordinaire, les discriminations positives, les institutions universitaires, les Hautes écoles et les subsides sociaux, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 précité et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus. »

Art. 23. L'article 66, du même décret, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o les recours introduits par les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait ». »

Art. 24. L'article 127, du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Avant de proposer tout engagement à titre temporaire, les autorités de la Haute Ecole étendent la charge des membres du personnel de la Haute École concernée qui en ont fait la demande, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel engagés à titre définitif, ensuite les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

Art. 25. L'article 128, § 2, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Si un même membre du personnel a été engagé en application de l'alinéa 1^{er} durant deux années académiques successives, à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect des articles 125 et 126. »

Art. 26. L'article 135, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au Directeur Président qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation. Les autorités de la haute école prennent la décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée. Si la décision est maintenue, les autorités de la haute école ne peuvent en aucun cas reconduire l'engagement. »

Art. 27. A l'article 137, alinéa 3, du même décret les mots : « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots : « une fonction enseignante au sein ».

Art. 28. A l'article 141 du même décret, remplacé par le décret du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

a) Il est inséré un 2^{bis}, rédigé comme suit : « 2^{bis}. les services rendus par les membres du personnel non statutaire engagés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de la Haute Ecole ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5, et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus; en ce qui concerne les 1 200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3. »

b) Il est inséré un 2^{ter}, rédigé comme suit : « 2^{ter}. les services rendus par les membres du personnel recrutés conformément à l'article 12 du décret-programme du 21 décembre 2004 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écurieil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes écoles, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ou conformément à l'article 23 du décret-programme du 16 décembre 2005 portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le mode de calcul des subventions de fonctionnement dans l'enseignement maternel ordinaire, les discriminations positives, les institutions universitaires, les Hautes écoles et les subsides sociaux, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 précité et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1^o ci-dessus. »

Art. 29. L'article 160, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 160. Les chambres de recours traitent les recours introduits par les membres du personnel à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire, les recours introduits par les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée à l'encontre d'une proposition de licenciement, telle que visée à l'article 191, ainsi que les recours introduits par les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait ». »

Art. 30. L'article 175, du même décret, est complété par un 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du présent décret. »

Art. 31. A l'article 191, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un membre du personnel engagé à titre temporaire à durée indéterminée peut être licencié par le pouvoir organisateur. Le membre du personnel est entendu préalablement dans un délai de cinq jours ouvrables courant à partir de la convocation par lettre recommandée à la poste. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition. »

2° L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Directeur-président présente la proposition de licenciement au membre du personnel immédiatement après sa rédaction. La proposition est visée et datée par le membre du personnel concerné. Celui-ci la retourne le même jour. S'il estime que la proposition n'est pas justifiée, il en fait mention dans son visa, date et retourne la proposition dans le même délai. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de signer la proposition de licenciement. Si le membre du personnel est absent, la proposition de licenciement lui est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, valant visa et date. »

3° L'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans un délai de dix jours courant à partir de la date visée à l'alinéa 4, deuxième phrase, le membre du personnel peut introduire une réclamation écrite auprès du Directeur président qui en accuse réception. Le Directeur-président transmet, le jour de la réception, la réclamation à la chambre de recours. Le recours est suspensif. »

Art. 32. L'article 209, du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire, les autorités de la Haute Ecole étendent la charge des membres du personnel de la Haute Ecole concernée qui en ont fait la demande, conformément à l'alinéa 1^{er}, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

Art. 33. L'article 210, § 2, du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Si un même membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1^{er} durant deux années académiques successives, à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect de l'article 207 et 208. »

Art. 34. L'article 217, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au Directeur-président qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation. Les autorités de la haute école prennent la décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée. Si la décision est maintenue, les autorités de la haute école ne peuvent en aucun cas reconduire la désignation. »

Art. 35. A l'article 219, alinéa 3, du même décret, les mots : « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots : « une fonction enseignante au sein ».

Art. 36. Dans l'article 223 du même décret, remplacé par le décret du 20 décembre 2001, il est inséré un 2°*bis* et un 2°*ter* rédigés comme suit :

« 2°*bis* les services rendus par les membres du personnel non statutaire désignés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de la Haute Ecole ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5, et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1° ci-dessus; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3;

2°*ter* les services rendus par les membres du personnel recrutés conformément à l'article 12 du décret-programme du 21 décembre 2004 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écurieuil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes écoles, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ou conformément à l'article 23 du décret-programme du 16 décembre 2005 portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le mode de calcul des subventions de fonctionnement dans l'enseignement maternel ordinaire, les discriminations positives, les institutions universitaires, les Hautes écoles et les subsides sociaux, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 précité et que ces membres du personnel soient porteurs du titre requis visé à une annexe du décret du 8 février 1999 précité, sont assimilés aux services visés au 1° ci-dessus. »

Art. 37. L'article 241, du même décret, est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les recours introduits par les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait ». »

Art. 38. L'article 253, du même décret, est complété par un 4°, rédigé comme suit :

« 4° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres de son personnel relevant du présent décret. »

Art. 39. L'article 257, du même décret, est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre le pouvoir organisateur et les membres de son personnel relevant du présent décret. »

Art. 40. A l'article 270, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots : « et de l'avis de la chambre de recours qui, dans ce cas, lie le pouvoir organisateur » sont remplacés par les mots : « , de l'avis de la chambre de recours qui, dans ce cas, lie le pouvoir organisateur, et du fait que, dans ce cas, le recours est suspensif. »

Section II. — Dispositions favorisant la promotion de la réussite et visant à stimuler l'évaluation de la qualité

Art. 41. Dans le chapitre V, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, il est inséré une section 5, comprenant un article *37bis* et *37ter*, rédigés comme suit :

« *Section 5.* — Aide à la réussite

Art. 37bis. Pour le 15 mai qui précède l'année académique concernée, les autorités des Hautes Ecoles transmettent au Conseil général un dossier comportant les mesures qu'elles souhaitent entreprendre en faveur de la promotion de la réussite des étudiants de première génération qu'elles accueillent, afin de solliciter le financement prévu à l'article *21quinquies* du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Le Conseil général procède à l'examen des dossiers introduits et communique ensuite au Gouvernement, pour le 30 juin de la même année, un avis motivé sur chacun des dossiers transmis en tenant compte des critères suivants, dont la liste non exhaustive peut être complétée par le Gouvernement :

1° La collaboration interinstitutionnelle entre les Hautes Ecoles des différents réseaux existante au sein de la Communauté française;

2° La collaboration entre la Haute Ecole et au moins une institution universitaire, un Institut supérieur d'architecture ou une Ecole supérieure des arts;

3° L'attention particulière à accorder aux catégories d'étudiants socio-économiquement défavorisés;

4° La capacité à (re)constituer le parcours des catégories d'étudiants concernés;

5° Le développement de méthodes didactiques permettant un suivi pédagogique renforcé;

6° Les mesures d'évaluations qualitatives et quantitatives du projet qui seront mises en œuvre.

Le Conseil général propose au Gouvernement une répartition des montants entre les projets qu'il suggère de retenir.

Le Gouvernement répartit ensuite le montant alloué entre les Hautes Ecoles, sur base de l'avis et de la proposition du Conseil général et en prenant en considération l'aptitude des projets sélectionnés à répondre au mieux à l'objectif de promotion de la réussite.

Art. 37ter. Les Hautes Ecoles qui bénéficient d'une aide octroyée en vertu de l'article précédent, transmettent au Gouvernement, un rapport sur toutes les initiatives prises en faveur de l'aide à la réussite des étudiants. Ce rapport développe notamment :

1° La politique menée en matière d'encadrement des étudiants du premier cycle;

2° Les mesures pratiquées pour lutter contre l'échec dans le premier cycle;

3° Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation;

4° L'identification des membres du personnel impliqués. »

Art. 42. Dans l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 15 décembre 2006, le montant de « 269.173.893 € » est remplacé par le montant de « 270.446.772 € ».

Art. 43. Dans l'article 14, du même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 2004 et 30 juin 2006, il est inséré entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2007, la partie forfaitaire d'une Haute Ecole est égale à la somme de sa partie forfaitaire et de sa partie historique lors de l'année budgétaire 2006 indexée, à laquelle est ajouté un montant forfaitaire de 20.000,00 € pour autant que la Haute Ecole affecte à concurrence d'une fraction de charge d'au moins 4/10 d'équivalent temps plein du personnel pour assurer l'évaluation de la qualité. »

Art. 44. Dans le même décret, au Chapitre II, « Du calcul de l'allocation annuelle globale », il est inséré une section 6, comprenant un article *21quinquies*, rédigé comme suit :

« *Section 6.* — Allocation pour la promotion de la réussite.

Art. 21quinquies. Un montant de 465 000 €, réparti conformément à l'article *37bis* du décret, est octroyé en faveur des Hautes Ecoles pour l'organisation d'initiatives menées en matière de promotion de la réussite.

Le Gouvernement peut, à cet effet, octroyer des moyens supplémentaires dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

Les moyens ainsi obtenus par ces établissements seront exclusivement affectés à la contribution aux frais de personnel. »

Art. 45. Dans le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un article *7ter*, libellé comme suit :

« Article *7ter.* - § 1^{er}. Chaque pouvoir organisateur confie la tâche consistant à assurer l'évaluation de la qualité à un ou plusieurs maîtres-assistants. Dans chaque Haute Ecole, au moins un maître-assistant se verra attribuer à cet effet une charge d'au moins 4/10 d'équivalent temps plein. »

§ 2. Chaque Haute Ecole transmet au Gouvernement, pour le 15 octobre de l'année académique en cours, l'identité et la charge horaire des membres du personnel désignés dans ce cadre.

En cas de fusion, les emplois attribués aux établissements fusionnés resteront acquis à l'établissement résultant de la fusion. »

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux Instituts supérieurs d'Architecture**Section I^{re}. — Disposition visant à stimuler l'évaluation de la qualité*

Art. 46. L'article 8, § 1^{er} de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Après le calcul de l'encadrement visé aux alinéas précédents, les instituts reçoivent en supplément 0,30 unité, pour autant que l'établissement ait désigné à concurrence d'au moins 0,30 unité un coordinateur qualité. Cette désignation est attestée au moyen d'un rapport précisant l'identité et la charge du coordinateur, transmis au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours. »

Section II. — Disposition créant un Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture

Art. 47. Les articles suivants sont insérés dans la même loi :

« Art. 11.1. Il est institué auprès du Ministère de la Communauté française, un Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture », ci-après dénommé « Conseil ».

Art. 11.2. Le Conseil se compose de :

1° Trois représentants des pouvoirs organisateurs des instituts supérieurs d'architecture dont :

- a) Un représentant l'enseignement organisé par la communauté française, désigné par le Gouvernement;
- b) Un représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné, présenté par ceux-ci ou par une organisation représentative de ceux-ci;
- c) Un représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné, présenté par ceux-ci ou par une organisation représentative de ceux-ci;

2° Huit représentants des membres du personnel des instituts supérieurs d'architecture à raison de deux par établissement, présentés par les pouvoirs organisateurs et choisis parmi le personnel de direction ou enseignant.

3° Quatre représentants des étudiants des instituts supérieurs d'architecture, présentés par les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire.

4° Quatre représentants des membres du personnel des instituts supérieurs d'architecture présentés par les organisations syndicales qui affilient dans le secteur de l'enseignement et représentés au Conseil national du Travail.

Chaque membre du Conseil a un suppléant.

Art. 11.3. Les membres effectifs et suppléants du Conseil sont désignés par le Gouvernement. Les présentations prévues à l'article 11.2 se font sur une liste double.

Art. 11.4. Le mandat des membres effectifs et suppléants est de quatre ans, renouvelable à l'exception du mandat des membres effectifs et suppléants visés à l'article 11.2, alinéa 1^{er}, 3^o qui est de un an, renouvelable.

Art. 11.5. Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant, désigné conformément aux articles 11.1 et 11.2, achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 11.6. Un président et deux vice-présidents du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans par et parmi les membres du Conseil dans le respect de l'alternance entre les réseaux d'enseignement.

Art. 11.7. Le ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et le directeur général de l'enseignement supérieur, ou leurs délégués respectifs, assistent aux réunions du Conseil, avec voix consultative.

Art. 11.8. Le Conseil peut remettre d'initiative au Gouvernement tout avis relatif à l'enseignement de l'architecture en Communauté française. Le Gouvernement fixe le délai dans lequel le Conseil de l'architecture doit remettre un avis. Ce délai ne peut jamais être inférieur au mois. Lorsque l'avis n'est pas rendu dans le délai prescrit, l'absence d'avis ne vicie pas la décision prise par le Gouvernement.

Art. 11.9. Le Conseil se réunit à la demande, soit de son président ou de son vice-président, soit d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative, soit du Gouvernement. Il se réunit deux fois par an au moins.

Art. 11.10. Les avis se prennent dans la recherche conséquente d'un consensus. Si celui-ci ne peut être atteint, l'avis fait l'objet d'un vote.

Le Conseil décide à la majorité des deux tiers des membres présents.

Des notes de minorité peuvent être jointes aux avis du Conseil.

Art. 11.11. Le Président, ou en son absence un des Vice-présidents, convoque les membres au moins dix jours ouvrables avant la réunion, par écrit. L'ordre du jour de la réunion et le procès-verbal de la réunion précédente sont transmis en même temps que la convocation.

Art. 11.12. Le Conseil constitue un bureau qui assure la préparation du travail. Ce bureau est composé du président et des vice-présidents.

Art. 11.13. Il est créé une Commission de notoriété pour l'enseignement de l'architecture, chargée d'examiner les demandes de notoriété visées à l'article 7, § 4, 2^o de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, ci-après dénommée « commission ».

Art. 11.14. Cette Commission se compose de quatre représentants des instituts supérieurs d'architecture et de quatre experts, proposés sur liste double par le Conseil et désignés par le Gouvernement. Les membres de cette commission doivent avoir le titre de docteur ou doivent avoir obtenu la notoriété.

La Commission est présidée par un fonctionnaire général des Services du Gouvernement, de rang 15 au moins. Le président assure la police des débats mais n'a pas voix délibérative.

Art. 11.15. Toute demande de reconnaissance de notoriété est adressée au président de la Commission. La demande peut également être déposée auprès du président de la Commission, contre accusé de réception.

La demande doit comporter les éléments permettant à la Commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que les pièces de nature à contrôler ces éléments.

Le secrétaire de la Commission communique au Gouvernement toutes demandes de reconnaissance de notoriété qui ont été régulièrement introduites auprès du président de la Commission.

Art. 11.16. Toute personne qui introduit une demande de reconnaissance de notoriété peut-être entendue par la Commission, si cette dernière en exprime le souhait.

Art. 11.17. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents. Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents.

Art. 11.18. Dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission, soit remet au Gouvernement un avis de reconnaissance de notoriété, soit avertit le candidat par lettre recommandée à la poste qu'il envisage de ne pas lui reconnaître cette notoriété. Le candidat dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de cette notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission.

Dans ce cas, la Commission remet son avis définitif au Gouvernement dans les huit mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Art. 11.19. Les délais prévus à l'article 11.14 sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Art. 11.20. Le Conseil et la Commission élaborent leurs règlements d'ordre intérieur. Ils les soumettent, chacun en ce qui les concerne, ainsi que leurs modifications éventuelles ultérieures, pour approbation au Gouvernement.

Art. 11.21. Le Conseil et la Commission ne délibèrent valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Toutefois, si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil ou la Commission sont habilités lors de leur prochaine séance à délibérer des points qui n'ont pas pu être traités lors de la précédente séance, quel que soit le quorum atteint.

Art. 11.22. Le Gouvernement met à la disposition du Conseil et de la Commission le personnel nécessaire pour en assurer le secrétariat.

Ce personnel peut être choisi parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement de la Communauté française.

Il assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil et de la Commission.

Art. 11.23. Le Conseil et la Commission se réunissent dans les locaux du Ministère de la Communauté française.

Art. 11.24. Les avis rendus par le Conseil et la Commission sont transmis au Gouvernement par le secrétariat.

Art. 11.25. Des rapports annuels sur le fonctionnement et les activités du Conseil et de la Commission sont transmis au Gouvernement.

Art. 11.26. Les membres du Conseil et de la Commission bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté française de rang 12. »

Art. 48. L'article 6 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur est abrogé.

Art. 49. A l'article 7, § 4, 2°, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, les mots « Conseil permanent de l'Enseignement supérieur », sont remplacés par les mots « Commission de notoriété pour l'enseignement de l'architecture ».

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux Ecoles supérieures des Arts

Section I^{re}. — Disposition visant à stimuler l'évaluation de la qualité

Art. 50. L'article 57 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), modifié par le décret du 2 juin 2006, est complété par les alinéas suivants :

« Chaque école supérieure des arts désigne un membre du personnel chargé de coordonner l'évaluation de la qualité pour lequel il est attribué un quart d'unité d'emploi supplémentaire. En cas de fusion d'écoles supérieures des arts, cette charge est multipliée par le nombre d'écoles supérieures des arts parties à la fusion.

L'Ecole Supérieure des Arts transmet au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours, l'identité et la charge du membre du personnel chargé de cette tâche. Dans le cas où l'Ecole supérieure des Arts reste en défaut de transmettre cette information ou que la charge consacrée à l'évaluation de la qualité est inférieure à un quart d'unité d'emploi supplémentaire, le montant supplémentaire est réduit à due concurrence pour l'année suivante. »

Section II. — Dispositions visant à créer la fonction de chargé d'enseignement

Art. 51. Il est inséré dans la Deuxième partie, Titre I^{er}, Chapitre IV, du même décret, une section 6, comprenant un article 12bis, rédigé comme suit :

« Section 6. — Le projet pédagogique et artistique du chargé d'enseignement

Art. 12bis. - Le projet pédagogique et artistique du candidat à un emploi de chargé d'enseignement expose la manière détaillée et singulière dont -pour chaque activité d'enseignement ou chaque cours pour lequel il postule-il envisage sa tâche d'enseignement au sein de l'Ecole supérieure des Arts.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret. »

Art. 52. L'article 17, alinéa 1^{er}, 4°, du même décret, remplacé par le décret du 2 juin 2006, est remplacé par le texte suivant :

« 4° de deux représentants des assistants et des chargés d'enseignement, lorsque l'une de ces fonctions est attribuée, représentant chaque domaine organisé; ».

Art. 53. A l'article 18 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant : « Les représentants des assistants et des chargés d'enseignement sont élus par l'ensemble des assistants et des chargés d'enseignement de l'Ecole Supérieure des Arts pour un mandat de deux ans renouvelable. »

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 : « Nul représentant des assistants ou des chargés d'enseignement ne peut assumer plus de 4 mandats successifs. »

3° Dans l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, les mots : « professeur ou accompagnateur » sont remplacés par les mots « professeur, accompagnateur, chargé d'enseignement ou assistant ».

Art. 54. A l'article 55 du même décret, modifié par le décret du 2 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par le texte suivant : « 2^o le nombre d'unités d'emploi d'assistants et de chargés d'enseignement tel que défini aux articles 69 et 72 du présent décret ne peut être inférieur à 5 % du nombre total d'emplois ni être supérieur à 40 % de celui-ci, à l'intérieur de cette fourchette, le nombre d'assistants ne peut jamais être inférieur à 35 % de ce nombre; »;

b) A l'alinéa 2, les mots « de professeurs ou d'accompagnateurs » sont remplacés par les mots « de professeurs, d'accompagnateurs ou de chargés d'enseignement »;

c) A l'alinéa 3, les mots « de professeurs ou d'accompagnateurs » sont remplacés par les mots « de professeurs, d'accompagnateurs ou de chargés d'enseignement »;

d) A l'alinéa 5, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement » et les mots « de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur, de chargé d'enseignement ou d'assistant ».

Art. 55. L'article 69 du même décret est complété comme suit : « 2^obis chargé d'enseignement; ».

Art. 56. A l'article 72 du même décret, modifié par le décret du 2 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit : « § 2bis. Les prestations des chargés d'enseignement comportent le soutien et la guidance des étudiants. Ils peuvent être responsables des activités d'enseignement énumérées à l'article 4 du décret et de l'évaluation des étudiants. Ils collaborent avec les assistants et avec les professeurs à l'encadrement des activités d'enseignement. Ils peuvent se voir confier la coordination d'une équipe de chargés d'enseignement et d'assistants dans le cadre d'un cours ou d'un projet.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un chargé d'enseignement comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en vingtième de charge. »

2^o Au § 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les professeurs ont la responsabilité des activités d'enseignement énumérées à l'article 4 du décret et de l'évaluation des étudiants. Ils peuvent être, en tant que responsable d'un cours, d'une activité d'enseignement, d'une option, d'une section ou d'un domaine, chargé de la coordination d'une équipe d'assistants, de chargés d'enseignements, d'accompagnateurs ou de professeurs. »

Art. 57. A l'article 81 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, le mot « professeurs » est remplacé par les mots « professeurs, accompagnateurs ou chargés d'enseignement »;

2^o A l'alinéa 2, le mot « professeur » est remplacé par les mots « professeur, accompagnateur, ou chargé d'enseignement »;

Art. 58. A l'article 82 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « professeur » est remplacé par les mots « professeur ou de chargé d'enseignement »;

2^o Au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur, de chargé d'enseignement ou d'assistant »;

3^o Au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « de professeur ou d'assistant » sont remplacés par les mots « de professeur, de chargé d'enseignement ou d'assistant ».

Art. 59. Dans l'article 101, alinéa 3, du même décret, remplacé par le décret du 3 mars 2004 et modifié par le décret du 2 juin 2006, le mot « professeur » est remplacé par les mots « professeur ou chargé d'enseignement ».

Art. 60. Dans l'article 102, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « professeurs, accompagnateurs et assistants, » sont remplacés par les mots « professeurs, accompagnateurs, chargés d'enseignement et assistants, ».

Art. 61. Dans l'article 104, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « de professeur et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur et de chargé d'enseignement ».

Art. 62. Dans l'article 108, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 63. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre III, Chapitre II, Section 2, Sous-section 2, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 2. — De la désignation à durée déterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 64. A l'article 110 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement »;

2^o A l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur de cours artistiques, de chargé d'enseignement de cours artistiques et d'accompagnateur »;

3^o A l'alinéa 1^{er}, le 3^o, abrogé par le décret du 2 juin 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3^o pour les chargés d'enseignement, avoir exercé pendant au moins six ans la fonction de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant, dont deux au moins dans l'école supérieure des arts où est effectuée la désignation. »

Art. 65. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre III, Chapitre II, Section 2, Sous-section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 4. — De la désignation à durée indéterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 66. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre III, Chapitre II, Section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Section 4. — De la nomination à titre définitif dans une fonction de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 67. L'article 127, 10°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs ou chargés d'enseignement de cours artistiques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique visée à l'article 110. »

Art. 68. Dans l'article 131, du même décret, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 69. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre III, Chapitre III, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre III. — Des positions administratives des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 70. Dans l'article 226, alinéa 3, du même décret, remplacé par le décret du 3 mars 2004 et modifié par le décret du 2 juin 2006, le mot « professeur » est remplacé par les mots « professeur ou chargé d'enseignement ».

Art. 71. Dans l'article 227, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « professeurs, accompagnateurs et assistants » sont remplacés par les mots « professeurs, accompagnateurs, chargés d'enseignement et assistants ».

Art. 72. Dans l'article 229, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « professeur et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « professeur, d'accompagnateur et de chargé d'enseignement ».

Art. 73. Dans l'article 233, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 74. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre IV, Chapitre II, Section 2, Sous-section 2, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 2. — De la désignation à durée déterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 75. A l'article 235 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement »;

2° A l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur de cours artistiques, de chargé d'enseignement de cours artistiques et d'accompagnateur »;

3° L'alinéa 1^{er}, 3°, abrogé par le décret du 2 juin 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3° pour les chargés d'enseignement, avoir exercé pendant au moins six ans la fonction de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant, dont deux au moins dans l'école supérieure des arts où est effectuée la désignation. »

Art. 76. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre IV, Chapitre II, Section 2, Sous-section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 4. — De la désignation à durée indéterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 77. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre IV, Chapitre II, Section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Section 4. — De la nomination à titre définitif dans une fonction de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 78. L'article 254, 10°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs ou chargés d'enseignement de cours artistiques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique visée à l'article 235. »

Art. 79. Dans l'article 258, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 80. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre IV, Chapitre III, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre III. — Des positions administratives des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement. ».

Art. 81. Dans l'article 356, alinéa 3, du même décret, remplacé par le décret du 3 mars 2004 et modifié par le décret du 2 juin 2006, le mot « professeur » est remplacé par les mots « professeur ou chargé d'enseignement ».

Art. 82. Dans l'article 357, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « des professeurs, des accompagnateurs et des assistants » sont remplacés par les mots « des professeurs, des accompagnateurs des chargés d'enseignement, et des assistants ».

Art. 83. Dans l'article 359, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de professeur et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur et de chargé d'enseignement ».

Art. 84. Dans l'article 363, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 85. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre V, Chapitre III, Section 2, Sous-section 2, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 2. — De l'engagement à durée déterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 86. A l'article 365 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement »;

2° A l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur de cours artistiques, de chargé d'enseignement de cours artistiques et d'accompagnateur »;

3° L'alinéa 1^{er}, 3°, abrogé par le décret du 2 juin 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3° pour les chargés d'enseignement, avoir exercé pendant au moins six ans la fonction de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant, dont deux au moins dans l'école supérieure des arts où est effectuée la désignation; ».

Art. 87. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre V, Chapitre III, Section 2, Sous-section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 4. — De l'engagement à durée indéterminée des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement ».

Art. 88. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre V, Chapitre III, Section 4, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Section 4. — De l'engagement à titre définitif dans une fonction de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 89. L'article 384, 10°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs ou chargés d'enseignement de cours artistiques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique visée à l'article 365. »

Art. 90. Dans l'article 388, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de professeur ou d'accompagnateur » sont remplacés par les mots « de professeur, d'accompagnateur ou de chargé d'enseignement ».

Art. 91. L'intitulé de la Quatrième partie, Titre V, Chapitre V, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre V. — Des positions administratives des professeurs, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 92. A l'article 1^{er}, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, inséré par le décret du 20 décembre 2001, les mots « et, 10, § 7. » sont remplacés par les mots « , 10, § 7, et 15bis. »

Art. 93. A l'article 10, § 7, alinéa 2, a) de la même loi, les mots : « dans l'enseignement secondaire » sont supprimés.

Art. 94. Dans le Chapitre VI, « Modalités de développement des réseaux d'enseignement dans l'enseignement supérieur », de la même loi, il est inséré un article 15bis, rédigé comme suit :

« Art. 15bis. En cas de fusion, reprise, ou transfert, impliquant un ou plusieurs établissements du même pouvoir organisateur ou de pouvoirs organisateurs différents, les modalités relatives à l'emploi et aux conditions de travail des membres du personnel concernés font l'objet d'une négociation préalable entre les représentants du pouvoir organisateur et selon le cas, avec les représentants des membres du personnel élus au comité de concertation de base, avec les représentants des membres du personnel élus à la commission paritaire locale ou avec la délégation syndicale. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 95. Par dérogation à l'article 8, les montants visés à l'article 29, § 1^{er} et § 2 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, sont respectivement de « 103.419.005 » et « 312.057.679 » pour l'année budgétaire 2007.

Art. 96. Par dérogation à l'article 9, le montant visé à l'article 32bis, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est de « 8.132.833 € » pour l'année budgétaire 2007.

Art. 97. Par dérogation à l'article 42, le montant visé à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est de « 269.270.195 € » pour l'année budgétaire 2007.

Art. 98. Par dérogation à l'article 43, les Hautes Ecoles recevront un montant forfaitaire complémentaire de « 5.000 € » pour l'année budgétaire 2007.

Art. 99. L'article 461, § 4, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux articles 110, 235 et 365, les années de fonction exercées jusqu'y compris l'année académique 2007-2008 dans la fonction de conférencier peuvent être prises en compte pour l'accès à la fonction de chargé d'enseignement.

Art. 100. Les articles 12, 13 et 44 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Les articles 14, 15, 16, *b*), 22, *b*), et 28, *b*), produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2005.

Les autres articles produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 janvier 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2007-2008*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 492-1. — Amendements de commission, n° 492-2. — Rapport, n° 492-3.-

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 8 janvier 2008.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 730

[C - 2008/29100]

11 JANUARI 2008. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de Universiteiten

Afdeling I. — Afschaffing van het niveau 4 en inschakeling van het personeel van dat niveau in niveau 3

Artikel 1. Artikel 3, negende lid, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, vervangen door het decreet van 22 oktober 2003, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel *8bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 22 oktober 2003, wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit, wordt een artikel *69ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *69ter*. Het personeelslid dat in vast verband benoemd is in de graad van beambte op de datum van 1 september 2007 wordt op deze datum bevorderd tot de graad van geschoold beambte in dezelfde categorie. De graadanciënniteit verworven in de graad van beambte wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de anciënniteit in de graad van geschoold beambte.

Het personeelslid dat toegelaten wordt tot de stage voor de graad van beambte op 1 september 2007 wordt geacht zijn stage vanaf deze datum voort te zetten in de graad van geschoold beambte in dezelfde categorie.

De persoon die geslaagd is voor een vergelijkend examen voor de toelating tot een stage in de graad van beambte op 1 september 2007 wordt geacht geslaagd te zijn voor een vergelijkend examen voor de toelating tot een stage in de graad van geschoold beambte in dezelfde categorie. »

Art. 4. In bijlage I, Graden die de personeelsleden kunnen voeren, 2°, Categorie administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, van hetzelfde besluit vervangen door het decreet van 22 oktober 2003, worden de woorden "(afgeschaffd vanaf 1 september 2007)" ingevoegd na het woord : "beambte".

Art. 5. In bijlage II, Omzettingstabel, 1ste kolom, Nieuwe graden, 1ste regel, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 22 oktober 2003 en gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de woorden "(afgeschaffd vanaf 1 september 2007)" ingevoegd na het woord : "Beambte".

Art. 6. In artikel 1, Hiërarchietabel, 2. Categorie administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, vervangen bij het decreet van 22 oktober 2003, worden de regels 1 en 2 vervangen door de volgende regels :

« 1° Beambte (afgeschaffd vanaf 1 september 2007)

2° Geschoold beambte

— Geschoold beambte uit de zes groepen bedoeld bij artikel 1, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap.

— Verandering van groep.

— Geen diploma, getuigschrift of bekwaamheidsbewijs vereist. »

Art. 7. In artikel 5, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, worden de woorden "van de niveaus 4 of 3" vervangen door de woorden "van niveau 3".

Art. 8. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006 en 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, wordt het bedrag "103.391.946 euro" vervangen door het bedrag "103.772.880 euro";

b) in § 2, wordt het bedrag "311.976.032 euro" vervangen door het bedrag "313.125.468 euro";

c) in § 3, wordt het bedrag "5.155.989 euro" vervangen door het bedrag "5.221.525 euro".

Art. 9. In artikel 32*bis*, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006 en 15 december 2006, wordt het bedrag "8.130.705 euro" vervangen door het bedrag "8.160.662 euro".

Afdeling II. — Personeel van de vrije universiteiten

Art. 10. Artikel 3 van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« Het is tevens van toepassing op de personeelsleden van de gesubsidieerde vrije universiteiten, die bezoldigd zijn ten laste van de werkingstoelagen bedoeld bij artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen en waarvan het statuut, wat betreft de universitaire instellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, het voorwerp uitmaken van de onderhandeling of het overleg. »

Art. 11. In artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "bezoldigd door de weddesubsidies van het onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra" vervangen door de woorden : "bedoeld bij artikel 3".

Afdeling III. — Bevordering van de slaagkansen van leerlingen

Art. 12. In titel II van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt een hoofdstuk 1*ter*, waarin de artikelen 36*ter* tot 36 *sexies* vervat zijn, ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk 1*ter*. — Bevordering van de slaagkansen van leerlingen

Art. 36*ter*. Er wordt een bijkomende toelage voor een bedrag van 316.668 euro verdeeld over de academiën met als doel het bijdragen tot de bevordering van de slaagkansen van leerlingen en inzonderheid van de verwezenlijking van de maatregelen bedoeld bij artikel 83, § 1, tweede lid, 1° tot 3° en 5°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs*ter* bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Het bij het eerste lid bedoelde bedrag wordt geïndexeerd volgens de formule bepaald bij artikel 29, § 4.

De verdeling over de academiën van het bedrag bedoeld bij het eerste lid wordt vastgesteld naar rata van het aantal volledige schijven van 6,25 percent vervat in het totale percentage bestemd voor iedere academie vastgesteld op basis van de percentages bepaald in artikel 29, § 1, eerste lid.

Het door iedere academie verkregen bedrag kan enkel aangewend worden, door overdracht aan de instellingen waaruit zij bestaat, voor de bezoldiging van de leden van het wetenschappelijke en administratieve personeel bedoeld bij hoofdstuk IV van de wet van 28 april 1953 over de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat.

Art. 36*quater*. Er wordt een bijkomende toelage voor een bedrag van 135.001 euro verdeeld over de academiën met als doel de bevordering van de initiatieven en slagkansen van de leerlingen bedoeld bij artikel 83, § 1, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004.

De bijkomende toelage wordt verdeeld over de academiën als volgt : 50 % naar rata van het aantal studenten ingeschreven voor de eerste keer voor het eerste jaar van de graad van bachelor in de universitaire instellingen die lid zijn van iedere academie en die in aanmerking worden genomen voor de financiering gedurende het academiejaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar en 50 % naar rata van het aantal studenten uit deze categorie die beperkte rechten genieten.

Er wordt een toelage van 15.000 euro toegekend aan de Conseil Interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) voor het zorgen voor de samenvoeging en de coördinatie van de ontwerpen uitgevoerd door de academiën en de identificatie van goede praktijken.

De bedragen bedoeld bij de eerste en derde leden worden geïndexeerd volgens de formule bepaald bij artikel 29, § 4.

De CIUF wordt belast met de coördinatie van het opstellen van een activiteitenverslag om te bewijzen dat de middelen aangewend werden voor de organisatie van de activiteiten bedoeld bij het eerste lid, en het delen van ervaring en de identificatie van goede praktijken overeenkomstig het derde lid.

Art. 36*quinquies*. Ieder jaar terzeldertijd en op dezelfde wijze als zij de rekeningen verzendt, bezorgt iedere academie een verantwoording voor de aanwending van :

1° het bedrag opgenomen in artikel 36*ter*;

2° het bedrag opgenomen in artikel 36*quater*;

3° het bedrag van minimum tien percent van de toelage die de instellingen waaruit de academie bestaat geniet voor de studenten uit de eerste generatie die zij verwelkomt, dat bestemd wordt voor de bevordering van de slaagkansen van leerlingen krachtens artikel 83, § 1, eerste en tweede leden, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs*ter* bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Art. 36sexies. Om de twee jaar, terzelfdertijd en op dezelfde wijze als zij de rekeningen overzendt, stelt iedere academie een verslag op waarin vervat zijn :

1° de vorderingen van de maatregelen ten voordele van de studenten van de eerste generatie bedoeld bij artikel 83, § 1, tweede lid, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004;

2° de initiatieven genomen om de slaagkansen van de andere studenten te bevorderen.

Dit verslag bevat onder andere :

1° het gevolgde beleid inzake begeleiding van de studenten van de eerste cyclus;

2° de maatregelen getroffen om het falen in de eerste cyclus te bestrijden;

3° de maatregelen getroffen inzake onthaal-, informatie-, evaluatie-, oriëntatie-, remediëring- en heroriëntatiebeleid. »

Art. 13. Artikel 48sexies van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de hogescholen

Afdeling I. — Bepalingen inzake personeelsstatuut

Art. 14. In artikel 17, § 1 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 juni 1962, 22 januari 1970 en 18 februari 1974 en bij de decreten van 20 december 2001, 3 maart 2004 en 4 mei 2005, worden de woorden : "voor de Meesterassistent belast met het beheer aangeworven overeenkomstig de bepalingen van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen" ingevoegd tussen de woorden : "de eerstaanwezende leermeester praktijkvorming in het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen," en de woorden : "alsmede voor het personeelslid dat les geeft in de handenarbeid in het lager onderwijs".

Art. 15. In artikel 7bis, § 4, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2000, worden de woorden "ten belope van maximum zes jaar" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs".

Art. 16. In artikel 16 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis de diensten gepresteerd door de niet statutaire personeelsleden aangesteld in het kader van de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogeschool of de inrichtende macht, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5, en dat die personeelsleden houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven; voor de eerste 1200 dagen, wordt op ze een verminderingscoëfficiënt van 0,3 toegepast; »

b) Er wordt een 2°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°ter de diensten gepresteerd door de personeelsleden aangeworven overeenkomstig artikel 12 van het programma-decreet van 21 december 2004 houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de Hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, of overeenkomstig artikel 23 van het programmadecreet van 16 december 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5 van het voormelde decreet van 25 juli 1996 en dat die personeelsleden houder zijn van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven; ».

Art. 17. In bijlage 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de regels 4, 5 en 6 onder het opschrift : "Ateliers voor beroepsopleiding", vervangen door de volgende regel :

Ateliers voor beroepsopleiding : een bekwaamheidsbewijs vereist zoals bedoeld de artikelen 6 tot 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, volgens het betrokken onderwijsniveau.

Art. 18. Artikel 24, § 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Alvorens enige tijdelijke aanstelling voor te stellen, breidt de raad van bestuur de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die het gevraagd hebben met inachtneming van de eerste paragraaf, en dit in de volgende orde : eerst, de vastbenoemde personeelsleden, daarna de personeelsleden die tijdelijk aangesteld worden voor onbepaalde tijd. »

Art. 19. Artikel 25, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien eenzelfde personeelslid, met toepassing van het eerste lid, tijdelijk aangesteld werd gedurende twee opeenvolgende academiejaren in hetzelfde te begeben ambt en dezelfde te begeben cursus, kan de hogeschool deze betrekking enkel een bekleding verlenen waarbij de artikelen 21 en 22 in acht worden genomen ».

Art. 20. Artikel 32, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende lid vervangen :

« Wanneer het verslag de vermelding "voldeed niet" draagt, kan, het personeelslid, binnen de vijf werkdagen na de datum waarop het verslag hem voorgesteld wordt, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur-voorzitter die deze verzendt aan de raad van beroep. Deze laatste brengt een advies uit binnen een maximale termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht. De raad van bestuur neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. De aanvankelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Indien de beslissing behouden wordt, kan in geen enkel geval de Regering de aanstelling van dezelfde persoon opnieuw verkiezen. »

Art. 21. In artikel 34, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "een ander onderwijsniveau" vervangen door de woorden : "een onderwijzend ambt binnen het onderwijs".

Art. 22. In artikel 38 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een 2^obis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2^obis de diensten gepresteerd door de niet statutaire personeelsleden aangesteld in het kader van de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogeschool of de inrichtende macht, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5, en dat die personeelsleden houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1^o hierboven; voor de eerste 1200 dagen, wordt op ze een verminderingcoëfficiënt van 0,3 toegepast. »

b) Er wordt een 2^oter ingevoegd, luidend als volgt :

« 2^oter de diensten gepresteerd door de personeelsleden aangeworven overeenkomstig artikel 12 van het programma-decreet van 21 december 2004 houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de Hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, of overeenkomstig artikel 23 van het programmadecreet van 16 december 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5 van het voormelde decreet van 25 juli 1996 en dat die personeelsleden houder zijn van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1^o hierboven. »

Art. 23. Artikel 66, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een 5^o, luidend als volgt :

« 5^o de beroepen ingediend door personeelsleden die voor bepaalde tijd tijdelijk aangesteld worden, tegen een verslag dat de melding draagt "voldeed niet". »

Art. 24. Artikel 127, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Alvorens enige tijdelijke aanwerving voor te stellen, breidt de raad van bestuur de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die het gevraagd hebben met inachtneming van de eerste paragraaf, en dit in de volgende volgorde : eerst, de vastbenoemde personeelsleden, daarna de personeelsleden die tijdelijk aangesteld worden voor onbepaalde tijd. »

Art. 25. Artikel 128, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien eenzelfde personeelslid, met toepassing van het eerste lid, aangeworven werd gedurende twee opeenvolgende academiejaren in hetzelfde te begeben ambt en dezelfde te begeben cursus, kan de hogeschool deze betrekking enkel een bekleding verlenen waarbij de artikelen 21 en 22 in acht worden genomen. »

Art. 26. Artikel 135, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende lid vervangen :

« Wanneer het verslag de vermelding « voldeed niet » draagt, kan, het personeelslid, binnen de vijf werkdagen na de datum waarop het verslag hem voorgesteld wordt, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur-voorzitter, die deze verzendt aan de raad van beroep. Deze laatste brengt een advies uit binnen een maximale termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht. Het bestuur van de hogeschool neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. De aanvankelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Indien de beslissing behouden wordt, kan het bestuur van de hogeschool in geen enkel geval de aanstelling van dezelfde persoon verlengen. »

Art. 27. In artikel 34, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "een ander onderwijsniveau" vervangen door de woorden : "een onderwijzend ambt binnen het onderwijs".

Art. 28. In artikel 141 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een 2^obis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2^obis de diensten gepresteerd door de niet statutaire personeelsleden aangesteld in het kader van de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogeschool of de inrichtende macht, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt

dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5, en dat die personeelsleden houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven; voor de eerste 1 200 dagen, wordt op ze een verminderingscoëfficiënt van 0,3 toegepast;”

b) Er wordt een 2^oter ingevoegd, luidend als volgt :

« 2^oter de diensten gepresteerd door de personeelsleden aangeworven overeenkomstig artikel 12 van het programma-decreet van 21 december 2004 houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de Hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, of overeenkomstig artikel 23 van het programmadecreet van 16 december 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5 van het voormelde decreet van 25 juli 1996 en dat die personeelsleden houder zijn van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven. »

Art. 29. Artikel 160 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 160. De raden van beroep behandelen de verhalen ingediend door de personeelsleden in verband met elk voorstel voor een disciplinaire sanctie, de verhalen ingediend door de personeelsleden die tijdelijk zijn aangeworven voor onbepaalde tijd, in verband met een voorstel voor ontslag, zoals bedoeld in artikel 191, alsook de verhalen ingediend door de personeelsleden die tijdelijk aangeworven zijn voor bepaalde tijd, in verband met een verslag « voldeed niet. »

Art. 30. Artikel 175 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4^o, luidend als volgt :

« 4^o elk geschil dat zou ontstaan of zou zijn ontstaan tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder dit decreet vallen, te voorkomen of te slechten. »

Art. 31. In artikel 191 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Een personeelslid dat tijdelijk aangeworven is voor onbepaalde tijd, kan door de inrichtende macht worden ontslagen. Het personeelslid wordt vooraf gehoord binnen en termijn van vijf werkdagen die loopt vanaf de datum van ontvangst van het oproepingsbrief verstuurd bij een ter post aangetekend schrijven. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid zich niet bij het verhoor aanmeldt. »

2° het vierde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De directeur-voorzitter legt het voorstel tot ontslag aan het personeelslid onmiddellijk nadat het is opgesteld, voor. Het voorstel wordt door het betrokken personeelslid geïnterpreteerd en gedateerd. Het personeelslid zendt het op dezelfde dag terug. Als het van mening is dat het voorstel niet verantwoord is, vermeldt het dit in zijn visum, en dateert het voorstel en zendt het binnen dezelfde termijn terug. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert het voorstel tot ontslag te ondertekenen. Indien het personeelslid afwezig is, wordt het voorstel tot ontslag hem overgezonden bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, dat geldt als een visum en een datum. »

3° het vijfde lid wordt vervangen door het volgende lid : « Binnen een termijn van tien dagen die loopt vanaf de datum bedoeld in het vierde lid, tweede zin, kan het personeelslid een schriftelijke klacht indienen bij de directeur-voorzitter, die er ontvangst van meldt. De directeur-voorzitter zendt, op de datum van ontvangst, de klacht aan de raad van beroep over. Het verhaal is opschortend. »

Art. 32. Artikel 209 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Alvorens elke tijdelijke aanstelling voor te stellen, breidt het bestuur van de hogeschool de opdracht van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die dit hebben aangevraagd, uit, overeenkomstig het eerste lid, en dit in de volgende volgorde : eerst, de in vast verband benoemde personeelsleden, dan de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden. »

Art. 33. Artikel 210, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als een zelfde personeelslid bij toepassing van het eerste lid gedurende twee opeenvolgende academiejaren tijdelijk aangesteld is in hetzelfde ambt en in dezelfde toe te kennen cursussen, dan kan de hogeschool in die betrekking alleen met inachtneming van artikel 207 en 208 voorzien. »

Art. 34. Artikel 217, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer het verslag de vermelding « niet voldeed » draagt, kan het, binnen de vijf werkdagen volgend op de datum waarop het verslag hem wordt voorgelegd, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur-voorzitter, die ze onmiddellijk aan de raad van beroep verzendt. Deze brengt zijn advies uit binnen een termijn van hoogstens één maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht. Het bestuur van de hogeschool neemt de beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies van de raad van beroep. De oorspronkelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Als de beslissing wordt behouden, kan het bestuur van de hogeschool geenszins de aanstelling verlengen. »

Art. 35. In artikel 219, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in een ander onderwijsniveau behorend tot » vervangen door de woorden « in een ambt van onderwijzend personeelslid binnen ».

Art. 36. In artikel 223 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 20 december 2001, worden een 2^obis en een 2^oter ingevoegd, luidend als volgt :

« 2^obis de diensten gepresteerd door de niet statutaire personeelsleden aangesteld in het kader van de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogeschool of de inrichtende macht, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5, en dat die personeelsleden houder zijn van het vereiste

bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven; voor de eerste 1200 dagen, wordt op ze een verminderingcoëfficiënt van 0,3 toegepast;

2°ter de diensten gepresteerd door de personeelsleden aangeworven overeenkomstig artikel 12 van het programma-decreet van 21 december 2004 houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecoreuil " van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de Hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, of overeenkomstig artikel 23 van het programmadecreet van 16 december 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psychisch-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies, op voorwaarde dat die diensten werden gepresteerd in een ambt dat gelijk is met een ambt bedoeld in artikel 5 van het voormelde decreet van 25 juli 1996 en dat die personeelsleden houder zijn van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in een bijlage van het voormelde decreet van 8 februari 1999, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in 1° hierboven; ».

Art. 37. Artikel 241 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

« 4° de verhalen ingediend door de personeelsleden die tijdelijk aangeworven zijn voor onbepaalde tijd tegen een verslag houdende de vermelding « voldeed niet ».

Art. 38. Artikel 253 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

« 4° elk geschil dat zou ontstaan of zou zijn ontstaan tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder dit decreet vallen, te voorkomen of te slechten. »

Art. 39. Artikel 257 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° elk geschil dat zou ontstaan of zou zijn ontstaan tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder dit decreet vallen, te voorkomen of te slechten. »

Art. 40. In artikel 270, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het advies van de raad van beroep dat in dit geval bindend is voor de inrichtende macht » vervangen door de woorden « het advies van de raad van beroep dat in dit geval bindend is voor de inrichtende macht, en het feit dat het verhaal, in dat geval, opschortend is. »

Afdeling II. — Bepalingen ter bevordering van de slaagkansen en tot stimulering van de evaluatie van de kwaliteit

Art. 41. In hoofdstuk V van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt een afdeling 5 ingevoegd, houdende een artikel 37bis en 37ter, luidend als volgt :

« *Afdeling 5.* — Steunverlening ter bevordering van de slaagkansen

Art. 37bis. Voor 15 mei, voorafgaand aan het betrokken academiejaar, zenden de besturen van de hogescholen de Algemene Raad een dossier over houdende de maatregelen die ze wensen te treffen ter bevordering van de slaagkansen bij de studenten van de eerste generatie die zich bij hen komen inschrijven, om de financiering aan te vragen bedoeld in artikel 21quinquies van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

De Algemene Raad onderzoekt de ingediende dossiers en deelt dan de Regering, voor 30 juni van hetzelfde jaar, een met redenen omkleed advies mee over elk van de overgezonden dossiers, waarbij rekening wordt gehouden met de volgende criteria, waarvan de niet volledige lijst door de Regering kan worden aangevuld :

1° de medewerking tussen de hogescholen van de verschillende netten, zoals die in de Franse Gemeenschap bestaat;

2° de medewerking tussen de hogeschool en ten minste één universitaire instelling, een hoger architectuurinstituut of een hogere kunstschool;

3° de bijzondere aandacht die moet worden besteed aan de sociaal-economisch kansarme studenten;

4° de capaciteit om het traject van de betrokken studentencategorieën vast te leggen of te beschrijven;

5° de ontwikkeling van didactische methoden met het oog op een versterkte pedagogische begeleiding;

6° de maatregelen voor de kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van het project.

De Algemene Raad stelt de Regering de verdeling voor van de bedragen over de projecten die hij in aanmerking wenst te laten nemen.

De Regering verdeelt dan het toegekende bedrag over de hogescholen, op grond van het advies en het voorstel van de Algemene Raad, waarbij zij rekening houdt met het feit dat de geselecteerde projecten de slaagkansen het best kunnen bevorderen.

Art. 37ter. De hogescholen die een steun genieten die krachtens vorig artikel wordt verleend, zenden de Regering een verslag over alle initiatieven die ter bevordering van de slaagkansen worden genomen over. Dat verslag ontwikkelt inzonderheid :

1° het beleid inzake begeleiding van de studenten van de eerste cyclus;

2° de maatregelen die worden genomen tot bestrijding van het falen in de eerste cyclus;

3° de maatregelen voor het beleid inzake onthaal, informatie, evaluatie, oriëntatie, remediëring en heroriëntatie;

4° de identificatie van de betrokken personeelsleden. »

Art. 42. In artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2006, wordt het bedrag « 269.173.893 € » vervangen door het bedrag « 270.446.772 € ».

Art. 43. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004 en 30 juni 2006, wordt tussen het vierde lid en het vijfde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2007, is het forfaitair gedeelte van een hogeschool gelijk aan de som van haar forfaitair gedeelte plus haar geïndexeerde historisch gedeelte voor het begrotingsjaar 2006, vermeerderd met een forfaitair bedrag van 20.000 €, voor zover de hogeschool, tot beloop van een opdrachtgedeelte van ten minste 4/10 voltijds equivalent, personeel tewerkstelt voor de evaluatie van de kwaliteit. »

Art. 44. In hetzelfde decreet, in hoofdstuk II, « Berekening van de globale jaarlijkse uitkering », wordt een afdeling 6 ingevoegd, houdende een artikel 21 *quinquies*, luidend als volgt :

« *Afdeling 6.* — Uitkering voor de bevordering van slaagkansen.

Art. 21 *quinquies*. Er wordt een bedrag van 465.000 €, verdeeld overeenkomstig artikel 37*bis* van het decreet, aan de hogescholen toegekend voor de organisatie van initiatieven ter bevordering van slaagkansen.

De Regering kan, te dien einde, bijkomende middelen toekennen binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen.

De aldus door die instellingen verkregen middelen zullen uitsluitend voor de bijdrage in de personeelskosten worden bestemd. »

Art. 45. In het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt een artikel 7*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7*ter*. § 1. Iedere inrichtende macht vertrouwt de taak voor de evaluatie van de kwaliteit aan één of meer meesterassistenten toe. In elke hogeschool, krijgt ten minste één meesterassistent daartoe één opdracht van ten minste 4/10 voltijds equivalent toegekend. »

§ 2. Iedere hogeschool deelt de Regering, voor 15 oktober van het lopende academiejaar, de identiteit en de uuropdracht van de in dat kader aangestelde personeelsleden mee.

In geval van fusie, blijven de betrekkingen die aan de samengevoegde instellingen toegekend zijn, behouden voor de instelling die uit de fusie voortvloeit. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de hogere architectuurinstituten*

Afdeling I. — Bepaling tot stimulering van de evaluatie van de kwaliteit

Art. 46. Artikel 8, § 1, van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Na de berekening van de studiebegeleiding bedoeld in de vorige leden, krijgen de instituten een vermeerdering van 0,30 eenheden, voor zover de inrichting, tot beloop van ten minste 0,30 eenheden, een coördinator voor de kwaliteit aangesteld heeft. Die aanstelling wordt bekrachtigd door middel van een verslag, dat aan de Regering vóór 15 oktober van het lopende jaar wordt overgezonden, waarbij de identiteit en de opdracht van de coördinator worden vermeld. »

Afdeling II. — Bepaling tot oprichting van een hoge raad voor architectuuronderwijs

Art. 47. De volgende artikelen worden in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 11.1. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een hoge raad voor architectuuronderwijs ingericht, hierna « raad » genoemd.

Art. 11.2. De raad is samengesteld uit :

1° drie vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de hogere architectuurinstituten, onder wie :

a) een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, aangesteld door de Regering;

b) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, voorgedragen door deze of door een organisatie die deze vertegenwoordigt;

c) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs, voorgedragen door deze of door een organisatie die deze vertegenwoordigt;

2° acht vertegenwoordigers van de personeelsleden van de hogere architectuurinstituten, in verhouding tot twee per inrichting, voorgedragen door de inrichtende machten en gekozen uit het bestuurs- of onderwijzend personeel;

3° vier vertegenwoordigers van de studenten van de hogere architectuurinstituten, voorgedragen door de representatieve studentenorganisaties die op gemeenschapsniveau worden erkend;

4° vier vertegenwoordigers van de personeelsleden van de hogere architectuurinstituten, voorgedragen door de vakorganisaties die aansluiten in de onderwijssector en die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn;

Elk lid van de raad heeft een plaatsvervanger.

Art. 11.3. De werkende leden en de plaatsvervangende leden van de raad worden door de Regering benoemd. De voordrachten bedoeld in artikel 11.2 geschieden op een dubbele lijst.

Art. 11.4. De vernieuwbare duur van het mandaat van de werkende leden en van de plaatsvervangende leden is vier jaar, met uitzondering van het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in artikel 11.2, eerste lid, 3°, dat een vernieuwbare duur van één jaar heeft.

Art. 11.5. Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest op grond waarvan zijn mandaat toegekend was, wordt vervangen. De plaatsvervanger, die overeenkomstig de artikelen 11.1 en 11.2 benoemd wordt, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 11.6. Een voorzitter en twee voorzitters van de raad worden voor een mandaat van twee jaar verkozen uit en door de leden van de raad met inachtneming van het principe van de beurtwisseling tussen de onderwijsnetten.

Art. 11.7. De minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort en de directeur-generaal van het hoger onderwijs, of hun respectievelijke afgevaardigden, wonen de vergaderingen van de raad met adviserende stem bij.

Art. 11.8. De Raad kan op eigen initiatief de Regering elk advies uitbrengen over het architectuuronderwijs in de Franse Gemeenschap. De Regering stelt de termijn vast binnen welke de raad voor architectuur een advies moet uitbrengen. Die termijn mag nooit korter zijn dan één maand. Wanneer het advies niet binnen de voorgeschreven termijn uitgebracht wordt, dan maakt het gebrek aan advies de door de Regering genomen beslissing niet waardeloos.

Art. 11.9. De raad wordt bijeengeroepen op aanvraag van ofwel zijn voorzitter of zijn ondervoorzitter, ofwel van ten minste één derde van de stemgerechtigde leden, ofwel van de Regering. Hij vergadert ten minste twee keer per jaar.

Art. 11.10. De adviezen worden ingewonnen met het oog op een consensus. Kan deze niet worden bereikt, dan wordt over het advies gestemd.

De raad beslist met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden.

Er kunnen minderheidsnota's aan de adviezen van de raad worden toegevoegd.

Art. 11.11. De voorzitter, of bij diens afwezigheid één van de ondervoorzitters, roept de leden ten minste tien werkdagen vóór de vergadering schriftelijk bijeen. De agenda van de vergadering en de notulen van de vorige vergadering worden samen met de oproepingsbrief toegezonden.

Art. 11.12. De raad richt een bureau op, dat de werkzaamheden voorbereidt. Dat bureau is samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitters.

Art. 11.13. Er wordt een bekendheidscommissie voor het architectuuronderwijs opgericht, belast met het onderzoeken van de aanvragen om bekendheid bedoeld in artikel 7, § 4, 2° van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, hierna « commissie » genoemd.

Art. 11.14. Die commissie is samengesteld uit vier vertegenwoordigers van de hogere architectuurinstituten en vier deskundigen, op een dubbele lijst door de raad voorgedragen en door de Regering benoemd. De leden van die commissie moeten houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van doctor of moeten de bekendheid hebben verworven.

De commissie wordt voorgezeten door een ambtenaar-generaal van de Diensten van de Regering, van ten minste rang 15. De voorzitter leidt de debatten maar is niet stemgerechtigd.

Art. 11.15. Elke aanvraag om erkenning van een bekendheid wordt gericht aan de voorzitter van de commissie. De aanvraagbrief kan ook bij de voorzitter van de commissie worden neergelegd, tegen een ontvangstbewijs.

De aanvraag moet de gegevens bevatten waarop de commissie zich kan baseren om een advies met kennis van zaken te kunnen uitbrengen alsook de stukken die het mogelijk maken om die gegevens te controleren.

De secretaris van de commissie deelt de Regering alle aanvragen om erkenning van een bekendheid mee die bij de voorzitter van de commissie regelmatig werden ingediend.

Art. 11.16. Iedere persoon die een aanvraag om erkenning van een bekendheid indient, kan door de commissie worden gehoord, als deze dit wenst.

Art. 11.17. De commissie beraadslaagt en beslist geldig als ten minste de helft van de leden aanwezig zijn. De adviezen worden met de volstrekte meerderheid van de aanwezige leden uitgebracht.

Art. 11.18. Binnen de zes maanden volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, ofwel brengt de commissie de Regering een positief advies uit over de erkenning van de bekendheid, ofwel verwittigt ze de kandidaat bij een ter post aangetekend schrijven dat die bekendheid waarschijnlijk niet zal worden toegekend. De kandidaat beschikt over een termijn van vijftien werkdagen, te rekenen vanaf de datum van die kennisgeving, om de commissie bijkomende gegevens over te zenden. In dat geval, brengt de commissie de Regering haar definitief advies uit binnen de acht maanden volgend op de datum van ontvangst van de oorspronkelijke aanvraag.

Art. 11.19. De termijn bedoeld in artikel 11.14 wordt opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

Art. 11.20. De raad en de commissie stellen hun huishoudelijke reglementen op. Ze leggen, elk afzonderlijk, die reglementen alsook hun eventuele latere wijzigingen, aan de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 11.21. De raad en de commissie beraadslagen en beslissen pas geldig als meer dan de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn. Als dit quorum echter niet bereikt wordt, worden de raad en de commissie ertoe gemachtigd bij hun volgende vergadering te beraadslagen en te beslissen over de punten die niet konden worden behandeld bij de vorige vergadering, ongeacht het bereikte quorum.

Art. 11.22. De Regering stelt de raad en de commissie het personeel ter beschikking dat noodzakelijk is om er het secretariaat van waar te nemen.

Dat personeel kan worden gekozen uit de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het woont de vergaderingen van de raad en de commissie met adviserende stem bij.

Art. 11.23. De raad en de commissie vergaderen in de lokalen van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 11.24. De door de raad en de commissie uitgebrachte adviezen worden door het secretariaat aan de Regering overgezonden.

Art. 11.25. Er worden jaarverslagen over de werking en de activiteiten van de raad en de commissie aan de Regering meegedeeld.

Art. 11.26. De leden van de Raad en de Commissie genieten vergoedingen voor verblijfskosten en de terugbetaling van hun reiskosten volgens dezelfde regels als de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van rang 12. ».

Art. 48. Artikel 6 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt opgeheven.

Art. 49. In artikel 7, § 4, 2°, van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, worden de woorden « Vaste Raad voor het Hoger Onderwijs » vervangen door de woorden « Bekendheidscommissie voor het architectuuronderwijs ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de Hogere Kunstscholen*

Afdeling I. — Bepaling waarbij de evaluatie van de kwaliteit gestimuleerd wordt.

Art. 50. Artikel 57 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt aangevuld als volgt :

« Elke hogere kunstschool stelt een personeelslid aan dat belast is met de coördinatie van de evaluatie van de kwaliteit voor wie er een vierde aanvullende betrekkingseenheid wordt toegekend. In geval van fusie van hogere kunstscholen wordt deze opdracht vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstscholen die een fusie hebben aangegaan.

De Hogere Kunstschool bezorgt de Regering vóór 15 oktober van het lopende jaar de identiteit en de opdracht van het personeelslid dat belast is met deze opdracht. Ingeval de Hogere Kunstschool deze informatie niet verstrekt of de opdracht besteed aan de evaluatie van de kwaliteit lager is dan één vierde aanvullende betrekkingseenheid, wordt het bijkomende bedrag voor het jaar daarop tot een passende beloop verminderd. »

Afdeling II. — Bepalingen waarbij het ambt van docent wordt opgericht.

Art. 51. In het Deel II, Titel I, Hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 6 met een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 6.* — Het pedagogisch en artistiek project van de docent ».

Art. 12bis. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor een betrekking van docent wordt de gedetailleerde en bijzondere wijze uiteengezet waarop hij - voor elke onderwijsactiviteit of elke cursus waarvoor hij zich kandidaat stelt - zijn onderwijsopdracht binnen de hogere kunstschool bedoelt.

Dat document wordt aan de hogere kunstschool overgezonden met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet. »

Art. 52. Artikel 17, eerste lid, 4°, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 2 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

« 4° twee vertegenwoordigers van de assistenten en de docenten, wanneer één van deze ambten toegekend wordt, dat elk georganiseerd domein vertegenwoordigt. »

Art. 53. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De vertegenwoordigers van de assistenten en docenten worden voor een hernieuwbaar mandaat van twee jaar gekozen door het geheel van de assistenten en de docenten van de hogere kunstschool. »

2° Het volgende lid wordt ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid :

« Geen enkele vertegenwoordiger van de assistenten of docenten kan meer dan 4 mandaten opeenvolgend bekleden. »

3° In het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden « hoogleraar of begeleider » vervangen door de woorden « (hoog)leraar, begeleider, docent of assistent ».

Art. 54. In artikel 55 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Het eerste lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° Het aantal betrekkingseenheden van assistenten en docenten, zoals bedoeld in de artikelen 69 en 72 van dit decreet, kan niet lager zijn dan 5 % van het totaal aantal betrekkingen noch hoger zijn dan 40 % van dit aantal; binnen hetzelfde percentage kan het aantal assistenten nooit lager zijn dan 35 % van dit aantal; »

b) In het tweede lid worden de woorden « (hoog)leraren of begeleiders » vervangen door de woorden « (hoog)leraren, begeleiders of docenten »;

c) In het derde lid worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraren, begeleiders of docenten »;

d) In het vijfde lid worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent » en worden de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of assistent » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider, docent of assistent ».

Art. 55. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 2°bis docent; ».

Art. 56. In artikel 72 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. De prestaties van de docenten omvatten de steunverlening aan en de begeleiding van de studenten. Ze kunnen verantwoordelijk zijn voor de onderwijsactiviteiten opgesomd in artikel 4 van het decreet en voor de evaluatie van de studenten. Ze werken samen met de assistenten en met de hoogleraren aan de begeleiding van onderwijsactiviteiten. Ze kunnen ook de coördinatie toegewezen krijgen van een team docenten en assistenten in het kader van een cursus of een project.

De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een docent omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in twintigsten van een opdracht.

2° In § 4 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De (hoog)leraren zijn verantwoordelijk voor de onderwijsactiviteiten opgesomd in artikel 4 van het decreet en voor de evaluatie van de studenten. Als verantwoordelijke voor een cursus, een onderwijsactiviteit, een optie, een afdeling of een domein, kunnen ze belast worden met de coördinatie van een team assistenten, docenten, begeleiders of (hoog)leraren. »

Art. 57. In artikel 81 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt het woord « (hoog)leraren » vervangen door de woorden « (hoog)leraren, begeleiders of docenten »;

2° In het tweede lid wordt het woord « (hoog)leraar » vervangen door de woorden « (hoog)leraar, begeleider, of docent ».

Art. 58. In artikel 82 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, wordt het woord « (hoog)leraar » vervangen door de woorden « (hoog)leraar of docent »;

2° In § 1, tweede lid, worden de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of assistent » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider, docent of assistent »;

3° In § 1, derde lid, worden de woorden « van (hoog)leraar of assistent » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, docent of assistent ».

Art. 59. In artikel 101, derde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt het woord « (hoog)leraar » vervangen door de woorden « (hoog)leraar of docent ».

Art. 60. In artikel 102, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « (hoog)leraren, begeleiders en assistenten » vervangen door de woorden « (hoog)leraren, begeleiders, docenten en assistenten, ».

Art. 61. In artikel 104, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar en begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider en docent ».

Art. 62. In artikel 108, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 63. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 2, Onderafdeling 2, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt : « Onderafdeling 2.- Aanstelling voor bepaalde duur van (hoog)leraren, begeleiders en docenten ».

Art. 64. In artikel 110 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « (hoog)leraar, begeleider of docent »;

2° In het eerste lid, 2°, worden de woorden « van (hoog)leraar kunstvakken en begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar kunstvakken, docent kunstvakken en begeleider »;

3° In het eerste lid wordt 3°, opgeheven bij het decreet van 2 juni 2006, hersteld in de volgende lezing :

« 3° voor de docenten, na gedurende ten minste zes jaar het ambt van (hoog)leraar, begeleider of assistent te hebben uitgeoefend, waarvan ten minste twee jaar in de hogere kunstschool waar de aanstelling plaatsvindt. »

Art. 65. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 2, Onderafdeling 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 4. — Aanstelling voor onbepaalde duur van (hoog)leraren, begeleiders en docenten ».

Art. 66. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 4.* — Benoeming in vast verband in een ambt van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 67. Artikel 127, 10°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 10° voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarden vastgesteld door artikel 10, § 7, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, en, voor de (hoog)leraren of docenten kunstvakken, aan de voorwaarde inzake nuttige ervaring in een kunstpraktijk bedoeld in artikel 110. »

Art. 68. In artikel 131 van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 69. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel III, Hoofdstuk III, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Administratieve standen van de (hoog)leraren, begeleiders en docenten ».

Art. 70. In artikel 226, derde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt het woord « (hoog)leraar » vervangen door de woorden « (hoog)leraar of docent ».

Art. 71. In artikel 227, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « (hoog)leraren, begeleiders en assistenten » vervangen door de woorden « (hoog)leraren, begeleiders, docenten en assistenten ».

Art. 72. In artikel 229, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « (hoog)leraar en begeleider » vervangen door de woorden « (hoog)leraar, begeleider en docent ».

Art. 73. In artikel 233, § 1, eerste lid worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 74. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel IV, Hoofdstuk II, Afdeling 2, Onderafdeling 2, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 2. — Aanstelling voor een bepaalde duur van (hoog)leraren, begeleiders en docenten ».

Art. 75. In artikel 235 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent »;

2° In het eerste lid, 2° worden de woorden « van (hoog)leraar voor kunstvakken en begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar kunstvakken, docent kunstvakken en begeleider »;

3° Het eerste lid, 3°, opgeheven bij het decreet van 2 juni 2006, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 3° voor de docenten, na gedurende ten minste zes jaar het ambt van (hoog)leraar, begeleider of assistent te hebben uitgeoefend, waarvan ten minste twee jaar in de hogere kunstschool waar de aanstelling plaatsvindt. »

Art. 76. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel IV, Hoofdstuk II, Afdeling 2, Onderafdeling 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 4. — Aanstelling voor onbepaalde duur van (hoog)leraren, begeleiders en docenten ».

Art. 77. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel IV, Hoofdstuk II, Afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 4.* — De vaste benoeming in een ambt van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 78. Artikel 254, 10°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 10° aan de anciënniteitsvoorwaarden voldoen, zoals bedoeld in artikel 10, § 7, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en, voor de (hoog)leraren kunstvakken of docenten kunstvakken, aan de voorwaarde inzake nuttige ervaring in een kunstpraktijk bedoeld in artikel 235 ».

Art. 79. In artikel 258, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 80. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel IV, Hoofdstuk III, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Administratieve standen van (hoog)leraren, begeleiders en docenten. »

Art. 81. In artikel 356, derde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt het woord « (hoog)leraar » vervangen door de woorden « (hoog)leraar of docent ».

Art. 82. In artikel 357, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de (hoog)leraren, begeleiders en assistenten » vervangen door de woorden « van de (hoog)leraren, begeleiders, docenten en assistenten ».

Art. 83. In artikel 359, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar en begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider en docent ».

Art. 84. In artikel 363, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 85. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel V, Hoofdstuk III, Afdeling 2, Onderafdeling 2, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 2. — Aanwerving voor bepaalde duur van (hoog)leraren, begeleiders en docenten. »

Art. 86. In artikel 365 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent »;

2° In het eerste lid, 2°, worden de woorden « van (hoog)leraar voor kunstlessen en begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar kunstvakken, docent kunstvakken en begeleider »;

3° Het eerste lid, 3°, opgeheven bij het decreet van 2 juni 2006, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 3° voor de docenten, na gedurende ten minste zes jaar het ambt van (hoog)leraar, begeleider of assistent te hebben uitgeoefend, waarvan ten minste twee jaar in de hogere kunstschool waar de aanstelling plaatsvindt; ».

Art. 87. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel V, Hoofdstuk III, Afdeling 2, Onderafdeling 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 4. — Aanwerving voor onbepaalde duur van de (hoog)leraren, begeleiders en docenten. »

Art. 88. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel V, Hoofdstuk III, Afdeling 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 4.* — Aanwerving in vast verband in een ambt van (hoog)leraar, begeleider of docent. »

Art. 89. Artikel 384, 10°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 10° aan de anciënniteitsvoorwaarden voldoen, vastgesteld door artikel 10, § 7 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, en, voor de (hoog)leraren of docenten kunstvakken, aan de voorwaarde van nuttige ervaring binnen een artistieke praktijk bedoeld in artikel 365. »

Art. 90. In artikel 388, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van (hoog)leraar of begeleider » vervangen door de woorden « van (hoog)leraar, begeleider of docent ».

Art. 91. Het opschrift van het Vierde Deel, Titel V, Hoofdstuk V, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk V. — Administratieve standen van de (hoog)leraren, begeleiders en docenten. »

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 92. In artikel 1, § 4, eerste lid, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001, worden de woorden « en 10, § 7. » vervangen door de woorden « , 10, § 7, en 15bis. »

Art. 93. In artikel 10, § 7, tweede lid, *a*) van dezelfde wet worden de woorden « in het secundair onderwijs » geschrapt.

Art. 94. In Hoofdstuk VI, Wijze van ontwikkeling van de onderwijsnetten in het hoger onderwijs » van dezelfde wet, wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15bis. Ingeval van fusie, overname of overdracht, waarbij één of meer inrichtingen van dezelfde inrichtende macht of van verschillende inrichtende machten betrokken zijn, worden de nadere regels voor werkgelegenheid en arbeidsvoorwaarden van de betrokken personeelsleden voorafgaandelijk onderhandeld tussen de vertegenwoordigers van de inrichtende macht en, naargelang het geval, met de vertegenwoordigers van de personeelsleden verkozen binnen het basisoverlegcomité, met de vertegenwoordigers van de personeelsleden verkozen binnen de lokale paritaire commissie of met de vakvereniging. »

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 95. In afwijking van artikel 8, worden de bedragen bedoeld in artikel 29, § 1 en § 2 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, respectievelijk op « 103.419.005 » en « 312.057.679 » vastgesteld voor het begrotingsjaar 2007.

Art. 96. In afwijking van artikel 9, wordt het bedrag bedoeld in artikel 32bis, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, op « 8.132.833 € » vastgesteld voor het begrotingsjaar 2007.

Art. 97. In afwijking van artikel 42 wordt het bedrag bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, op « 269.270.195 € » vastgesteld voor het begrotingsjaar 2007.

Art. 98. In afwijking van artikel 43 zullen de Hogescholen een aanvullend vast bedrag van « 5.000 € » krijgen voor het begrotingsjaar 2007.

Art. 99. Art. 461, § 4, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadring, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van de artikelen 110, 235 en 365, kunnen de ambtsjaren die tot en met het academiejaar 2007-2008 uitgeoefend worden in het ambt van lector, in aanmerking worden genomen voor de toegang tot het ambt van docent.

Art. 100. De artikelen 12, 13 en 44 treden in werking op 1 januari 2008.

De artikelen 14, 15, 16, b), 22, b), en 28, b), hebben uitwerking met ingang van 1 september 2005.

De andere artikelen hebben uitwerking met ingang van 1 september 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 januari 2008.

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 492-1. — Commissieamendementen, nr. 492-2. — Verslag nr. 492-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 januari 2008.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 731

[C — 2008/29101]

18 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du plan triennal d'évaluations externes non certificatives en humanités générales et technologiques et en humanités professionnelles et techniques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Études de Base au terme de l'enseignement primaire, notamment son article 8, § 2;

Considérant la proposition de calendrier de la Commission de Pilotage du 13 novembre 2007 quant au plan triennal de l'ensemble des évaluations externes non certificatives organisées en humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et en humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan triennal d'évaluations externes non certificatives en humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et en humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret, est approuvé conformément à l'article 8, § 2 du décret du 2 juin 2006.

Art. 2. Le plan est arrêté pour les années scolaires 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.